



HAL
open science

Le lieu, figure ambiguë d'un rapport de domination territorialisé et les discours sur la durabilité. (Axe III, Symposium 11)

Hélène Guetat-Bernard

► **To cite this version:**

Hélène Guetat-Bernard. Le lieu, figure ambiguë d'un rapport de domination territorialisé et les discours sur la durabilité. (Axe III, Symposium 11). Independencias - Dependencias - Interdependencias, VI Congreso CEISAL 2010, Jun 2010, Toulouse, France. halshs-00504406

HAL Id: halshs-00504406

<https://shs.hal.science/halshs-00504406v1>

Submitted on 20 Jul 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

VI Congreso Ceisal 2010
Independencias, dependencias, interdependencias
Toulouse, France / 30 junio – 3 julio

Eje III : Dinamicas territoriales
Symposium : Développement rural et agriculture familiale
Organisatrices : Rosa Aceveido, Hélène Guetat-Bernard

« Le lieu, figure ambigu d’un rapport de domination territorialisé et les discours sur la durabilité : quels changements nécessaires dans la nature des rapports de genre sur les fronts de colonisation en Amazonie brésilienne »¹

Hélène Guetat-Bernard
UTM, Dynamiques Rurales, Toulouse

Résumé L’impératif de durabilité en Amazonie contredit les modalités dominantes de l’occupation historique de l’espace au Brésil, marquée jusqu’à aujourd’hui, sur les fronts de colonisation, par l’instabilité du peuplement et la mise en place de modèles productifs très extensifs. Face aux préoccupations conjointes des mouvements écologiques et des mouvements paysans, revendiquant les droits à la terre, un croisement d’intérêts explique l’émergence d’un discours nouveau sur la place de l’agriculture familiale en regard d’une préoccupation elle aussi nouvelle, celle de la préservation environnementale. Mais les liens entre le principe de durabilité et la question de la perpétuation de l’agriculture familiale sur les fronts pionniers ne sont pas simples car l’un et l’autre se heurtent à des engagements et des logiques pas toujours conciliables. La ressource patrimoniale pour un petit exploitant est avant tout son statut de producteur libre. Insérer son action dans une démarche de durabilité suppose qu’il modifie son engagement vis-à-vis du lot qu’il cultive pour le construire comme objet patrimonial. Or ce renversement de regard et d’attitudes vis-à-vis du bien nouvellement possédé dans le cadre de la réforme agraire interroge la longue histoire de la domination sociale au Brésil. Le lieu a souvent été façonné comme celui d’une figure ambiguë, associée à une domination territorialisée. Un nouveau rapport spatial doit maintenant être b  t  , ce qui

¹ MCF, HDR, Université Toulouse le Mirail, Laboratoire Dynamiques Rurales, Géographe, socio-économiste du développement

Le travail de terrain s’inscrit dans le cadre du programme “AMAZ-ES. Services   co-systémiques des paysages agrosylvopastoraux amazoniens : analyses des déterminants socio-économiques et simulation de scénarios », ANR « Agriculture durable ».

Je remercie Xavier Arnauld de Sartre, CNRS-SET, Pau, France pour la lecture d’une autre version de ce texte pour l’HDR (Guetat-Bernard, 2007) et Iran Veiga, NEAF/UFPA, Belem, Brésil pour sa version définitive, tous deux participants au programme cité.

suppose l'acquisition de nouveaux cadres de référence et de nouvelles dispositions mentales. L'enjeu est l'émergence d'un véritable lien entre des sujets géographiques qui tentent de se départir des relations paternalistes coutumières pour s'engager dans un territoire de projet patrimonial autour de la localité, de la terre et de la nature. Dans ce contexte, l'analyse de la diversité des relations hommes/femmes est posée comme une entrée pertinente pour comprendre la dynamique des fronts de colonisation.

Mots clés : Amazonie brésilienne, réforme agraire, agriculture familiale, implication des femmes dans les liens à la localité et à la terre, genre et ressources environnementales

Introduction

L'impératif de durabilité en Amazonie contredit les modalités dominantes de l'occupation historique de l'espace au Brésil, marquée jusqu'à aujourd'hui, sur les fronts de colonisation, par l'instabilité du peuplement et la mise en place de modèles productifs très extensifs, occupant peu d'hommes et transformant souvent les paysages boisés en savanes improductives. Face aux préoccupations conjointes des mouvements, distincts, écologiques et paysans, un croisement d'intérêts explique l'émergence d'un discours nouveau sur la place de l'agriculture familiale. Pourtant, cette transformation des rapports spatiaux se heurte à des contradictions. La préservation de l'environnement s'oppose, parce qu'elle concerne souvent les mêmes zonages, aux vastes plans d'intégration qui prévoient de mieux amarrer la région Nord au reste du pays (Mello, Théry, 2003). Surtout, la ressource patrimoniale pour un petit exploitant, étant avant tout son statut de producteur libre, insérer son action dans une démarche de durabilité suppose qu'il modifie son engagement vis-à-vis du lot qu'il cultive pour le construire comme objet patrimonial. Or ce renversement de regard et d'attitudes vis-à-vis du bien nouvellement possédé dans le cadre de la réforme agraire interroge la longue histoire de la domination sociale au Brésil. Le lieu a souvent été façonné comme celui d'une figure ambiguë associée à une domination territorialisée. Un nouveau rapport spatial doit maintenant être bâti, ce qui suppose l'acquisition de nouveaux cadres de référence et de nouvelles dispositions mentales favorables à l'émergence de « sujets géographiques » (Arnauld de Sartre, Berdoulay, 2005), qui tenteraient de se départir des relations paternalistes pour s'engager dans un territoire de projet patrimonial autour de la localité, de la terre et de la nature. Ce changement de contexte interroge la manière dont les rapports de genre sur les fronts pionniers contraignent ou pas l'engagement des paysannes dans ce projet. L'article

n'aborde pas directement l'analyse de la mobilisation des femmes dans les mouvements politiques ou syndicaux, mais bien la nature des liens croisés entre rapports de genre et rapports socio-spatiaux pour comprendre les conditions possibles d'émergence de cet investissement.

L'agriculture familiale dans la dynamique du front de colonisation

Concilier les contradictoires

L'avancée du front de déforestation de l'Amazonie légale, dès les années 1960-80, est directement liée aux modalités de l'agriculture productiviste dans les régions du Sud et Nordeste et à des enjeux géostratégiques de contrôle du territoire (vastes chantiers d'infrastructures de transport - voies navigables et surtout routes dont la transamazonienne - et d'ouverture aux intérêts privés). A partir des années 1990, deux visions du développement s'opposent (Petras et Veltmeyer, 2003) : celle qui valorise la compétitivité et l'insertion sur les marchés (du soja et plus récemment des agro-carburants) à celle du développement durable sachant que ses dimensions sociale (de soutien à l'agriculture familiale) et environnementale ne sont pas toujours conciliables. En effet, les pratiques des petits agriculteurs familiaux, soucieux de leur survie au quotidien, sont souvent défavorables à la protection du milieu forestier. D'autres acteurs (grands éleveurs, producteurs de soja, industries minières, complexes industriels, forestiers) contribuent, bien sûr, et encore plus fortement, à cette progression des activités humaines sur la forêt, sans production, pour l'instant, de territoires "stabilisés". La force du modèle de l'élevage extensif, y compris pour les petits agriculteurs familiaux, est aussi dénoncée. Or, la limitation de la déforestation et l'arrêt de la dégradation de la biodiversité ont autant une dimension éthique et sociale qu'économique : la simplification des paysages et des écosystèmes induit leur dégradation et, par ce biais, à terme, la baisse de leur intérêt. La capacité de reproduction des exploitations agricoles familiales, en lien avec la construction de territoires stabilisés, est alors au centre des débats². L'enjeu est de s'interroger sur les alternatives au modèle dominant de l'élevage, en prenant en compte la variabilité des conditions du milieu, en

² Ce sont les résultats préconisés dans le rapport d'activités 2001-2003 et le projet 2003-2005, de la « zone atelier, Environnement et développement en front pionnier amazonien : étude de sites et analyse d'expériences pour une co-évolution de l'agriculture familiale avec son environnement », CNRS-INSU. J'ai participé à l'axe 2 « Mobilités et processus d'apprentissage dans les logiques de reproduction de l'agriculture familiale ».

particulier de la diversité des sols. Les inventions de pratiques différenciées sont aussi fonction des connaissances locales de mise en valeur liées elles-mêmes à l'origine géographique des migrants, des maîtrises techniques liées aux "itinéraires contingents d'expériences des agriculteurs et des groupes locaux auxquels ils participent" (Albaladejo et Veiga, 2002). Conjointement, la compréhension des logiques sociales de reproduction des familles paysannes dans des lieux, nouvellement construits comme identitaires, doit intégrer la connaissance des rapports sociaux de genre au sein des couples, de la société locale et régionale : l'objet est de comprendre comment la démocratisation peut créer un cadre adéquat à l'écoute des projets et engagements féminins.

Effervescence démocratique et nouvelle place pour l'agriculture familiale

Les années 1980-90 marquent un changement du contexte politique avec le retour de la démocratie qui inaugure une ouverture du champ de mobilisation et de contestation. Dans les régions du Nord et du Nordeste, vraisemblablement plus marquées que le reste du pays par les relations de pouvoirs paternalistes (Geffray, 1995 et 1996), ce changement s'opère dans la violence des conflits pour la terre (Hebette, 2004 ; Petit, 2003). La région de Marabá, dans l'Etat du Pará, connaît depuis quinze ans cette effervescence démocratique qui voit de nouveaux acteurs (syndicats et associations représentants des agriculteurs familiaux, agents de développement) s'intégrer au jeu politique et participer à la constitution d'un espace public (Albaladejo et Arnauld de Sartre, 2005). «La multitude et la diversité des projets de développement « durable », « participatif », « concerté » s'articulent » alors, même difficilement, « à un apprentissage au quotidien de relations plus démocratiques dans les institutions et plus sociétaires dans les localités et les familles » (*ibid. cit.*, p. 32).

Dans l'histoire du Brésil, l'avancée progressive des fronts de colonisation s'est imposée comme une solution illusoire de dépassement des contraintes, des violences et des inégalités. En ne remettant pas en cause les rapports de domination, mais en les déplaçant, a été déniée à la frontière la fonction de rédemption (Souza Martins, 1997 ; Araujo, 1993). Pourtant, loin d'un modèle inéluctable des fronts de colonisation (Coy, 1996), l'émergence d'une Amazonie des régions (Droulers, 2004) montre précisément aujourd'hui que des territoires ruraux s'organisent. Les agriculteurs que l'on rencontre aujourd'hui à Benfica, localité vieille de quinze ans, située à trois heures de route sur le front pionnier actif de Marabá, font part des multiples étapes de leur migration. Certaines familles en ont vécu

jusqu'à douze, intégrant des villes, des bourgs et d'autres campagnes (les étapes les plus récentes s'inscrivent dans des changements de résidence à l'intérieur de l'Etat du Pará)³. Ces multiples changements de lieu d'installation des agriculteurs familiaux correspondent à une adaptation, rationnelle, entre contraintes et souci de reproduction d'un mode de vie. C'est à ce prix que l'agriculture familiale occupe toujours au Brésil une place importante tant en nombre de personnes que des productions. L'INCRA, instance nationale de colonisation et de la réforme agraire met en œuvre cette reconnaissance par l'accréditation d'*assentamentos*, localités qui constituent un périmètre d'action pour des aides diverses dont l'accès à des infrastructures et des services, notamment l'école, et des crédits. Dans l'ambiguïté des pratiques d'action, l'objet est la construction d'un nouveau rapport spatial, plus territorial, par le biais d'un instrument majeur qui est celui de l'accès au bien, la terre, mais surtout aux moyens matériels de la faire fructifier, le crédit (Simoès, 2007). Pour les agriculteurs familiaux, jusqu'alors laissés sans support particulier, ces aides sont une forme de légitimité d'occupation de l'espace et une reconnaissance de leur capacité d'organisation politique. Pour autant, à Benfica ou dans d'autres localités, en regard du nombre de familles qui ont revendu leur lot après une dizaine ou moins d'années d'exploitation, la possession d'une terre n'est pas suffisante au projet d'installation durable dans des territoires stabilisés. Cette question intéresse tout particulièrement les analyses en termes de rapports de genre. Les premiers résultats d'enquête montrent bien que les femmes, à l'exception de celles qui ont hérité d'un bien foncier, monétaire ou en tête de bétail, ou à l'exception aussi des jeunes femmes encore peu nombreuses qui revendiquent un lot en leur nom propre, pour la grande majorité des conjointes, suivre le projet de leur mari de vente du lot pour s'installer plus avant du front pionnier, conforte les situations de domination patriarcale et alourdit le travail des femmes. Si leur mari accepte ce coût de la mobilité – vie familiale et sociale douloureuse, surcoût, pénibilité et dangerosité du travail -, c'est qu'il répond à un projet de reproduction d'un certain mode de vie paysan porté avant tout par les pères, chefs de famille.

Le lieu : un rapport spatial ambivalent

Modalités de l'insertion sociale et spatiale de l'agriculture familiale en Amazonie

³ D'après les « Enquêtes Biographiques en Amazonie brésilienne », EBIMA, 2004-2005, Financement Ministère de la recherche ACI « société et cultures dans le développement durable », N° de projet 032401, Directrice Maria Eugénia Cosio-Zavala, CREDAL.

Si la catégorie « d'agriculture familiale » s'est imposée au Brésil, celle-ci, trop vague, a l'inconvénient de réduire la grande diversité sociologique qu'elle recoupe (Brumer et al., 2001). Il est préférable de qualifier plus précisément les logiques des agriculteurs, en recourant à une typologie qui oppose, en la simplifiant, d'un côté des agriculteurs citadins, fortement intégrés à la société urbaine, de l'autre, des paysans, beaucoup plus autonomes à l'égard de la société englobante (Arnauld de Sartre, 2006) et dont les logiques sociales peuvent se comprendre autour du triptyque famille – exploitation – terre (Mendras, 2000). Si les paysans ont jusqu'alors échappé à la transition démographique, on peut en trouver les raisons autant dans l'autonomie vis-à-vis de la société nationale que dans le fonctionnement interne de ces familles, pour lesquelles la main-d'œuvre familiale sur l'exploitation agricole est essentielle (Arnauld de Sartre, Guetat-Bernard, 2006). Elles disposent, par le biais de la migration vers de nouveaux fronts pionniers, de facilités pour obtenir de la terre – et donc doter leurs enfants (Arnauld de Sartre, 2006). Ce modèle est aujourd'hui fragilisé et l'entrée par les rapports de genre permet d'en comprendre les raisons.

La région de Marabá est assez emblématique de la situation des fronts pionniers. Consacrée massivement à la grande exploitation (mines, élevage et production hydroélectrique), le modèle de développement régional privilégie les moyens de transport modernes et fonde la rentabilité économique sur un *dumping* environnemental et social (Hall, 1989) qui favorise une colonisation très extensive. De ce fait, les différents types d'agriculteurs familiaux ne peuvent accéder à la terre que loin des axes routiers, aux limites des grandes exploitations d'élevage. La mobilité spatiale, au fondement de l'histoire des familles rurales brésiliennes n'a pas eu, dans l'histoire nationale, et n'a toujours pas la même signification socio-économique. On le constate à Benfica : ceux qui sont le plus capitalisés font fructifier leur capital. Dans ce cas, la mobilité spatiale s'accompagne d'une mobilité sociale, contrairement aux familles les plus démunies. L'accès à la terre est une chose, avoir les moyens de la travailler afin de s'y maintenir en est une autre. La situation des petits agriculteurs-éleveurs est ainsi fort variée selon leur condition et dénomination correspondant à des statuts fonciers différents entre les *lavradores* – ouvriers agricoles - et toute sorte de métayers (*foreiros, parceiros*) et d'occupants (*posseiros*). S'articulent ainsi, avec toutefois une grande mobilité d'une catégorie à l'autre, une variété de relations de travail entre différents types de petits propriétaires (colons ayant la propriété légale des terres et colons *posseiros* à différents niveaux d'intégration sur le marché), et travailleurs salariés (avec une

plus ou moins grande intégration aux formes déjà institutionnalisées de reproduction salariale) (Sorj, 1986).

La différence qui a le plus de sens concerne toutefois ceux qui peuvent vivre exclusivement de leurs biens ou ceux qui sont obligés de chercher des compléments de revenus en travaillant pour les autres, sur une autre exploitation ou même en ville. La terre peut être aussi, à l'inverse, un investissement complémentaire à un ancrage vécu avant tout dans l'économie urbaine. L'importance de cette pluri-activité et alternance entre travail de la terre et travail urbain, comme la participation à ces deux mondes sociaux (Grandchamp, 2001), rappelle la force des dynamiques urbaines régionales (Becker, 1994).

Droits du travail, un bouleversement des rapports sociaux

Le statut au travail discerne surtout une distance majeure entre ceux qui sont libres et ceux qui sont assujettis (Garcia, 1986 ; 1989). Car l'originalité de l'histoire brésilienne tient non seulement à la disparition tardive de l'esclavage, mais surtout aux formes de subordination qui lui ont succédé. En effet, au Nordeste, d'où sont issus la plupart des migrants de Benfica, la subordination s'est maintenue longtemps avec le statut des *moradores* réunissant ceux qui vivaient à proximité de la *casa-grande*, dont tous les membres de la famille étaient sous la surveillance, au sens propre et figuré, du maître des lieux, pour les activités de travail, loisir, consommation et vie sociale. Elle instituait une situation volontairement ambiguë de protection/dépendance (marquée physiquement par la maison familiale de l'ouvrier bâtie dans l'enceinte de la propriété). Elle marquait la différence essentielle entre les relations de travail fondées sur le droit – en tant que propriété sociale (Castel et Laroche, 2001) – et celles reposant sur les relations de proximité avec l'employeur. Ces relations de travail captif sont marquées par le sceau de la dette, dette morale ou monétaire qui défigure la nature du don tout en étant symboliquement construite sur son modèle. La subordination s'opère par le « don » de terre et le « don » d'une maison. L'échange - non réciproque car une possible réciprocité annulerait la dette et donc la force de la dépendance - porte sur la possibilité, pour celui qui n'a rien, d'installer sa famille, sans pour autant qu'il lui soit permis d'inscrire dans le lieu la symbolique de sa fondation : la domination prend précisément corps par ce refus. Par exemple, le choix des types de cultures était soumis à l'approbation du propriétaire et il était bien souvent interdit de planter des arbres ou des cultures pérennes, car ils sont marqueurs de propriété. On pourrait penser que la prééminence de relations de marché, comme au Brésil à la fin de l'esclavage, aurait pu créer

un marché du travail réellement libre. Afranio Jr Garcia (1993) a souligné à quel point le passage au salariat libre et les mécanismes de marché se sont pourtant accommodés du maintien de certaines formes de dépendance dont la logique de fonctionnement a continué de reposer précisément sur la symbolique de la centralité et de la proximité physique au lieu du pouvoir coercitif (la *casa grande* ou son équivalent). Les migrants d'aujourd'hui restent marqués par cette histoire sociale.

Actuellement, sur les fronts pionniers amazoniens, l'inscription de l'agriculture paysanne dans les circuits d'échanges marchands participe à son tour à une différenciation sociale liée aux diverses modalités de fonctionnement des marchés. Car si la circulation de l'argent est un élément important de différenciation de la paysannerie, les modalités de cette circulation sont, elles aussi, décisives. L'organisation des marchés (terre, produits, travail, monnaie) peut s'accommoder et intégrer aisément des formes de justification qui lui sont en théorie étrangères, comme celles qui régissent l'économie domestique.

Au Brésil, il faut attendre les années 1950 et les nouveaux droits du travailleur rural pour que la « territorialisation des rapports sociaux de domination » (Castel, 1995), notamment au Nordeste, change significativement, entraînant de nouveaux départs vers les villes et les fronts de colonisation. Désormais, les *senhores de engenho*, ceux en mesure de donner du travail, n'avaient plus intérêt à conserver une main-d'œuvre aux droits reconnus sans contre-partie en regard des obligations antérieures. « L'instauration d'un droit du travail a ainsi bouleversé les formes de dépendance personnalisée qui prévalaient jusqu'alors en établissant un système d'équivalences monétaires pour tout ce qui s'échangeait jusqu'alors sous forme de dons et de contre-dons » (Garcia, 1993 : 13). La relation a alors été rompue lorsque, avec les nouvelles modalités de paiement du travail, les employeurs ont été contraints de payer à un juste prix. En inversant la relation de dépendance, cette nouvelle situation a placé les employeurs dans une position inconfortable de débiteur. En Amazonie pourtant, surtout dans les zones de non droit, en l'absence d'une présence publique et dans les conditions d'isolement déjà signalées, ces formes de dépendance ont eu plus de facilité à se maintenir.

La « cité domestique », registre de justification de la domination parternaliste et patriarcale

Le modèle de la « cité domestique » (Boltanski & Thévenot, 1991) offre un cadre d'analyse pour comprendre les logiques de justification dans lesquelles les acteurs insèrent leurs actions et, de ce fait, les modalités de construction des liens sociaux à la localité en Amazonie. En effet, si une distance absolue sépare ceux qui sont libres (de leur personne et des fruits de leur travail) de ceux qui sont contraints de les assujettir, pour autant, le statut du travail n'est pas la seule catégorie d'analyse en jeu pour appréhender la nature des distinctions sociales et des modalités de leur élaboration. Les relations propres au monde domestique (et aux relations père / fils, mari / épouse) traversent en fait l'ensemble des scènes sociale, économique et politique (Araujo, 1993) dans différents contextes de domination et/ou de subordination que l'on retrouve dans les liens patron / employé ou parrain / filleul.

Au principe de cette construction repose l'idée que la situation de précarité peut être adoucie par la protection recherchée d'un puissant. Les situations historiques de conquête du territoire national et de mobilisation de ses ressources ont toujours reposé pour les grands propriétaires - et jusqu'à aujourd'hui en Amazonie -, sur un rapport extensif à l'espace, appréhendé comme infini car ne reposant pas sur l'idée de limites territoriales (à tel point que la limite des *fazendas* pouvait ou peut toujours être inconnue). Cette spatialité est fondée sur le principe de la soumission d'une main-d'œuvre et moins sur une maîtrise absolue d'espace territorialisé. D'où, d'un côté, la volonté d'assujettir des hommes et, de l'autre, pour les dépendants, la recherche d'un protecteur qui est aussi celui en capacité de redistribuer. Ainsi, dans le monde rural brésilien comme ailleurs, en l'absence d'un État protecteur qui assure des droits sociaux, le meilleur moyen de faire face à l'incertitude, aujourd'hui encore, est de se mettre sous la protection d'un puissant, même au prix d'une dépendance accrue. Dans ce contexte, les aides sociales et économiques qui sont liées à la mise en œuvre de la réforme agraire pourraient modifier les logiques d'action, y compris comme nous l'avons observé, lorsque de jeunes femmes acquièrent conjointement terre et crédit en leur nom dans une logique d'installation. Pour autant, les modalités de cette redistribution peuvent aussi conforter la reproduction des rapports dénoncés lorsque les aides passent par l'entremise d'un président d'association ou de syndicat qui y voit l'occasion d'élargir sa base électorale (Picard, 2005)

Précisément, la modalité de la subordination paternaliste repose sur la figure du maître associée à celle du père surdéterminant « l'imaginaire des liens domestiques » à l'ensemble de

la sphère sociale puisque le principe même de la logique de « cette cité » est « l'incarnation du corps politique dans un corps naturel » (Boltanski et al, 1991 : 138) qui assure une personnalisation du pouvoir. Il existerait alors plus « une logique domestique de production de liens sociaux et moins une logique sociale de reproduction des liens domestiques » (Araujo, 1993 : 130) qui marque non seulement l'intimité des relations familiales mais aussi l'ensemble du monde social : l'autorité d'un parrain (*compadre*) (monnayable par la mobilisation d'une banque de voix et d'une main-d'œuvre corvéable) est acceptée si elle s'accompagne d'une protection vécue comme nécessaire et surtout l'accès à la terre, comme bien de production. C'est le propre même de la domination acceptée, car vécue comme indispensable (Weber, 1921) et conçue sur le mode d'une « circulation de générosités » de part et d'autres : « l'obligation d'avoir soin » de ses filleuls, au même titre que de ses sujets pour le souverain ou de ses enfants pour le père, est au fondement des modes de justification des droits et des devoirs de chacun. C'est ce même principe d'être bon qui prévaut dans les relations entre le père paysan et ses fils : derrière la bonté se cache en fait de réelles situations de domination dont l'euphémisation est institutionnellement organisée aux fins pratiques de son acceptation (Bourdieu, 1980). Dans ces conditions, on mesure l'émotion suscitée par la régularisation des titres fonciers sur le front pionnier à la suite du combat politique et de l'engagement physique à occuper une terre et à la défendre le fusil à la main. Les témoignages de ces actes fondateurs de l'engagement sont particulièrement forts dans les entretiens recueillis d'autant qu'il s'agit d'espace-temps des pères de famille qui, dans une violence presque sacrificielle, abattent la forêt et défendent leur droit à la terre. Mais si être propriétaire est l'aboutissement d'un combat (politique), il ne garantit pas toujours la possibilité effective de « travailler pour soi ». Lorsque le titre de propriété est au nom de l'épouse et non de l'époux, officiellement parce qu'il ne sait pas signer ou parfois parce qu'il est déjà propriétaire d'un autre lot, la symbolique pour soi et pour la société locale ne peut qu'être là aussi non négligeable. Il y a en quelque sorte « un changement de l'identité construite au long de l'histoire, dans la mesure où ceux qui étaient auparavant connus comme des « *posseiros* de la frontière » (Guerra, 2001) sont, à présent, appelés les « *assentados* de la frontière », et ce qui auparavant s'appelait localité ou communauté rurale est à présent connu comme Projet *d'Assentamento* (PA) » du verbe *assentar*, s'asseoir, s'installer. Par ce biais, l'État attribue au niveau local (les « communautés rurales ») et au niveau domestique (les agriculteurs et leurs exploitations agricoles) un nouveau statut politico-économique (Simoes, 2007). Quelles peuvent en être les conséquences sur les évolutions des rapports de genre appréhendés à l'échelle des unités domestiques et des relations sociales et politiques locales ?

Le spatial dans les interactions du social, du culturel et de l'économique

« Si on prend au sérieux les idées très diverses que les peuples se sont forgés de leurs institutions au cours de l'histoire, force est de constater qu'elles aboutissent rarement à isoler le social comme un régime séparé d'existence et de préceptes gouvernant la seule sphère des activités humaines » (Descola, 2005, p. 341). Nous retenons cette constatation pour deux raisons.

La première est qu'elle nous invite à reconsidérer « les relations entre les trois fonctions (l'imaginaire, le symbolique et le « réel ») ou trois ordres qui se combinent pour composer l'existence sociale des humains, leur réalité sociale » (Godelier, 1996, p. 41). La proposition de Claude Lévi-Strauss et du structuralisme a été de survaloriser le symbolique par rapport à l'imaginaire au point d'oublier l'Histoire et l'inscription dans le changement. Une autre proposition peut être soutenue, celle de considérer que les différentes manières dont les hommes imaginent leurs rapports entre eux et avec la nature, distinguent non seulement les sociétés mais aussi les époques. En ce sens, on a là un bon exemple qui montre que « l'imaginaire ne peut se transformer en du social, fabriquer de la « société », en n'existant qu' « idéellement ». Il lui faut se « matérialiser » en des rapports concrets qui prennent forme et contenu dans des institutions. En se « matérialisant » dans des rapports sociaux, l'imaginaire devient une part de la réalité sociale » (*cit. ibid*, p. 42). Mais, dans le même temps, accorder à l'imaginaire cette place, c'est entrevoir, par-là même, des possibilités à la fissuration des formes de domination par le biais précisément de cette matérialité investie d'imaginaire, en quelque sorte d'intentionnalité. C'est bien sûr particulièrement important pour comprendre la dynamique des rapports de genre et le façonnement de sujet géographique.

La deuxième raison, d'ailleurs liée à la première, est tout autant majeure pour qui se préoccupe des effets de l'ethnocentrisme. En parlant « d'universalisme relatif », Philippe Descola propose de comprendre que les sociétés humaines appréhendent différemment « les relations de continuité et de discontinuité, d'identité et de différence, de ressemblance et de dissimilitude ». Les différentes « visions du monde » reposent d'une part sur différents modes d'identification (analogisme, naturalisme, totémisme, animisme), d'autre part, sur « différents modes de relation qui sont autant de schèmes intégrateurs » (p. 424). Philippe

Descola interroge ainsi une question centrale des sciences sociales, si majeure aujourd'hui dans le débat sur la durabilité, qui est de comprendre le pourquoi et le comment de la mise en relation, mais pas seulement aux êtres, y compris non humains, également aux choses – à la nature - et à l'espace. Il identifie six modalités de la relation : d'une part l'échange, la prédation, le don, d'autre part, la production, la protection et la transmission. Philippe Descola propose une distinction au sein du premier groupe entre l'échange et le don⁴. Pour cet anthropologue, le don diffère de l'échange⁵ car « si une obligation peut naître du don, celle-ci n'est ni obligatoire ni obligataire » contrairement à la relation d'échange qui requiert sa condition nécessaire sous la forme de l'obtention d'une contrepartie, notamment dans l'échange marchand (p. 430). En ce sens, mais Marcel Mauss l'avait déjà noté, « le don implique le crédit » (Poulain, 1998) et inscrit donc dans une temporalité. La logique implicite du don est qu'il crée des dettes qu'un contre-don n'annule pas car « l'objet qui revient vers son propriétaire initial n'est pas « rendu » mais il est « re-donné ». Au cours de cet aller-retour, l'objet ne s'est pas déplacé pour rien » (...) : il a créé « un double rapport de dépendance réciproque » (Godelier, 1996, p. 63), une relation de dette mais qui n'a pas de prix. Paul Ricoeur (2004), en s'interrogeant sur les travaux de Marcel Mauss et en mobilisant ceux de Marcel Henaff (2002), rappelle que, contrairement à une interprétation classique en économie, le don n'est pas une forme archaïque de l'échange marchand. Il se situe sur un autre plan, celui précisément du « sans prix » qui connaît des défaites croissantes, face aux avancées de la société marchande. Le philosophe réfléchit sur la nature profondément différente du don et de l'échange marchand, marqué d'un côté par la gratitude, de l'autre par l'intérêt. « C'est sur la gratitude que repose le bon recevoir. Elle décompose avant de recomposer, le rapport entre don et contre-don. Elle met d'un côté le couple donner-recevoir, et de l'autre recevoir-rendre. L'écart qu'elle creuse entre les deux couples est un écart d'inexactitude double : quant à la valeur et au délai temporel. Sous le régime d'inexactitude,

⁴ Alors que, classiquement, le don est qualifié comme une modalité de l'échange de nature anthropologique fondé sur la théorisation qu'en a proposé Marcel Mauss autour de trois moments : le fait de donner, le fait de recevoir et le fait de rendre. Cette distinction entre don et échange est surtout au fondement de l'anthropologie économique à la suite des travaux de Karl Polanyi qui a fondé son raisonnement sur le fait qu'une même société connaît une pluralité de modes de circulation-transfert de biens et services : la réciprocité, la redistribution et l'échange (marchand).

⁵ Dix ans auparavant, Maurice Godelier avait déjà mis en évidence cette différence lorsqu'il écrivait en 1996 « dans les dons-contre-dons : i) la chose ou la personne donnée n'est pas aliénée. Donner, c'est transférer une personne ou une chose dont on cède « l'usage » mais non la propriété ; ii) de ce fait, un don crée une dette qu'un contre-don équivalent ne peut annuler ; iii) la dette oblige à redonner, mais redonner n'est pas rendre, c'est donner à son tour ; iv) dons et contre-dons créent un état d'endettement et de dépendance mutuels qui a des avantages pour chacune des parties. Donner, c'est donc partager en endettant ou, ce qui revient au même, s'endetter en partageant » (p. 68).

les valeurs des présents échangés sont incommensurables en termes de coûts marchands. C'est là la marque du sans prix sur l'échange de dons. Quant au temps convenable pour rendre, on peut le dire également sans commune mesure exacte : c'est là la marque de l'agapé – c'est-à-dire de la fraternité -, indifférente au retour, sur l'échange de dons. Cet écart entre le couple donner-recevoir et le couple recevoir-rendre est ainsi à la fois creusé et franchi par la gratitude » (Ricoeur, p. 374).

Revenir sur l'énigme du don : ré-enchassement des relations socio-économiques et singularités paysannes

Pourquoi se préoccuper de cette « énigme du don » ? Tout simplement parce que les sociétés paysannes sont précisément marquées par cette logique de mise en relations non seulement dans les liens entre générations mais aussi dans les relations aux autres et aux choses (Meillassoux, 1975). « De générations en générations, de cycle agricole en cycle agricole, au sein d'un même cycle, c'est un enchaînement continu d'avances et de restitutions qui tisse sans cesse la solidarité diachronique et synchronique nécessaire à la reproduction sociale » (Marie, 1997 : 75). En Amazonie, la médiation par la terre, comme tout don, est ainsi une pratique ambivalente qui tout à la fois rapproche et éloigne le père des fils. Elle rapproche symboliquement, mais aussi physiquement, lorsque le lot donné au fils est le fruit d'un partage de la propriété et donc d'un rapport de solidarité. Dans ce cas, les fils deviennent les obligés du père et cette situation est de plus en plus mal vécue, notamment par les belles-filles sur lesquelles retombe le plus fortement la relation de domination. La rupture d'avec ce modèle est un des traits marquant la diversité des logiques paysannes sur le front de colonisation. La professionnalisation du métier en agriculture contribue aussi à modifier les règles de transmission. En se formant, les jeunes, certes, s'ouvrent à d'autres réalités et à d'autres « libertés », notamment celles offertes par l'univers urbain (Arnauld de Sartre, 2006), mais surtout l'éducation modifie les relations (au préalable) d'inégalités entre les parties. La formation devient un capital négociable. En effet, « l'analyse du don, quel qu'il soit, exige toujours de prendre en compte le rapport qui existe entre celui qui donne et celui qui reçoit avant que le premier ne donne au second » (Godelier, 1996 : 23). On conçoit alors qu'un changement de cette nature, en modifiant les positions de chacun, modifie en retour la manière dont le don est reçu, voire même le désir ou l'intérêt de s'inscrire dans une telle relation. L'intérêt de l'échange est alors réévalué par celui qui est censé recevoir. Maurice Godelier formule ainsi l'hypothèse que le don cacherait une forme de l'échange

utilitariste, certes dénié et caché sous la logique de l'honneur. Il arrive effectivement, de plus en plus fréquemment, que les fils (et plus encore les belles filles) (Arnauld de Sartre, Guetat-Bernard, 2006) refusent d'accepter le don de terre lorsque celui-ci suppose de s'avancer plus avant dans la forêt : le choix peut alors être fait d'opter pour la pluri-activité ou la sortie de l'agriculture afin de rester dans la localité d'origine ou partir en ville. La stratégie consiste aussi pour quelques femmes à chercher des revenus monétaires par un travail salarié (d'institutrice, cantinière, infirmière, etc.) ou de liens au marché (revente de cosmétiques ou vêtements, fabrication de produits artisanaux). La mobilisation autonome d'argent peut alors expliquer le choix de rester. On le sait depuis Claude Lévi-Strauss, dans l'échange, il y a plus que la chose échangée. Il y a la relation d'échange elle-même, qui peut être la raison d'être essentielle de l'échange. Justement, dans ce cas, refuser le don de terre est une manière claire de se positionner pour les jeunes dans une rupture de la relation, d'où la situation conflictuelle de son vécu, surtout pour les parents. Je l'ai particulièrement éprouvée en côtoyant une famille qui vivait précisément cela au moment de mon passage : le fils venait de vendre les sacs de riz qu'il avait cultivés pour partir le lendemain suivre sa compagne chez son père dans un climat de forte hostilité réciproque entre les parents, les frères et lui. Pierre Bourdieu (2002) a parlé avec justesse d'une situation finalement comparable lorsque dans le Béarn des années 1950, les héritiers se sont retrouvés, pour les mêmes raisons, enfermés dans leur solitude par un impossible mariage : la terre avait été transmise au fils mais, du côté des femmes, désormais, épouser un héritier avait perdu de son intérêt mais aussi et surtout de son enchantement⁶. Le mariage étant un contrat, il est aussi marqué par les relations de don, on peut alors faire la même analyse lorsque la terre est transmise via le beau-fils à la fille. Une des différenciations observées lors de mes enquêtes dans les relations entre mari et femme sur l'exploitation tient précisément à l'existence ou non d'un « mariage en gendre⁷ » qui maintient à tout jamais le mari dans une situation de relative subordination par rapport à sa femme : la dette est alors insurmontable.

⁶ Surtout que « l'invention des systèmes d'assurance au travail va rompre dès la fin du XIX^e siècle, l'association séculaire protection-dépendance personnalisée et territorialisée, la contractualisation du travail a exclu pendant longtemps les travailleurs de la terre » et encore plus tardivement les femmes. Sûrement parce que « la recomposition contractuelle qui a bouleversé l'organisation du travail a longtemps respecté le noyau tutélaire de l'ordre familial » (Castel, 1995) laissant dans un statut ambivalent, jusqu'aux années 1980, le travail féminin sur l'exploitation.

⁷ Cette expression est de Pierre Bourdieu, lorsqu'il dépeint la logique du système des alliances matrimoniales dans le Béarn rural des années 1950, il explique qu'une dissymétrie fondamentale existe dans le système d'unions valorisées : « pour un garçon, la distance qui sépare sa condition de celle de son épouse peut-être relativement grande lorsqu'elle est en sa faveur, mais doit rester très faible lorsqu'elle est en sa défaveur. Pour une fille, le schéma est symétriquement inverse » (p 34). Car ce qui est en jeu, comme dans la situation que nous

Les travaux sur la nature du don ont aussi montré que la question de la circulation inclut ce que les hommes souhaitent soustraire à l'échange et à la réciprocité et qu'ils souhaitent au contraire conserver, préserver, voire enrichir. Le fondement du social est donc double : garder pour (pouvoir) donner, transmettre et donner pour (pouvoir) garder (Godelier, 1996 : 53). Ces propos éclairent l'enjeu de la durabilité en Amazonie.

Conclusion : le principe de durabilité, un rapport complexe

Aujourd'hui, l'ambition sous-jacente à la question de la durabilité est de renouer des rapports de partenariat entre les hommes et leur nature, les lieux (re)devenant tout autant signe de singularité, de réciprocité et de solidarité. Le discours sur la durabilité renforce alors l'ambition territoriale d'attachement, d'appropriation et de responsabilité. Précisément sur le front de colonisation en Amazonie, cela suppose que la paysannerie non seulement modifie son rapport à l'espace et au temps, mais aussi à l'organisation sociale de l'agriculture familiale. Le discours sur la durabilité n'est donc en rien socialement et spatialement neutre.

La question de la durabilité impose de reprendre le débat sur ce que l'on souhaite voir, collectivement, perdurer. Les travaux d'Olivier Godard (2003) sont stimulants lorsqu'ils expliquent que la défaillance de la question de la durabilité tient à l'incompatibilité des définitions de plusieurs ordres de justification. Il y a un trouble de légitimité qui s'explique par la difficulté d'anticiper, au présent, sur des valeurs attachées à des sujets absents des scènes sociales, économiques et politiques puisqu'ils ne sont pas encore advenus. La convocation des travaux des sociologues Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1991) permet également à Olivier Godard de réfléchir aux registres de légitimités pour tout à la fois juger la situation présente et s'accorder sur un bien commun à défendre. Parmi les six principes de légitimité existants, seule la cité domestique incorpore de manière explicite une référence à la temporalité et surtout à la transmission. Elle se fonde sur une relation d'engendrement entre un passé – un présent – et un futur.

La logique de la transmission de la cité domestique n'est pas pour autant exempte de difficultés, premièrement, en regard de l'indétermination sur la qualification du patrimoine à

observons, c'est la question de l'autorité maritale. Or celle-ci repose sur la manière dont on entre (avec son héritage) ou on demeure dans le ménage (par les revenus que l'on y apporte) : la position de maître ou maîtresse en dépend. On disait en occitan que « *celui qui se marie avec une femme d'un rang plus élevé, se place comme « domestique sans salaire* » ».

transmettre. On le sait le rapport patrimonial permet de rendre compte, pour des enjeux contemporains, des éléments du passé. Le patrimoine engage dans le temps (celui de la descendance, du corps généalogique) et l'espace (la maison et l'institution territoriale) (Bourdieu, 1980 ; de Certeau, 1980). La difficulté est tout autre lorsqu'il s'agit de se projeter, alors que le monde d'aujourd'hui est à ce point imprévisible en raison des incertitudes sur les conséquences de nos actes. Cette question est tout particulièrement importante en Amazonie au regard de la richesse du milieu et des découvertes à venir sur la biodiversité des ressources et leur mise en valeur.

Deuxièmement, dans la cité domestique, ce qui fonde la transmission et surtout la désignation de ceux qui doivent / peuvent recevoir, ce sont les degrés de proximité et d'intimité socialement construits, dans toute société, avec ceux qui sont en pouvoir de transmettre. Le problème est la place accordée à la nature sauvage qui, selon les sociétés et les circonstances, peut être considérée comme très éloignée de l'ordre domestique, à la différence des biens et des choses associés au terroir et aux pratiques d'entretien des liens patrimoniaux. Le rapport à la forêt sur les fronts de colonisation en Amazonie rend compte d'une mise à distance de la part de populations paysannes, étrangères à la région, pour qui l'arbre souvent n'a de valeur qu'abattu ou, pour le moins, n'a qu'un intérêt économique, les réserves de bois servant pour la construction des maisons et des poteaux pour les clôtures. Peu importe alors d'assurer le maintien d'une réserve forestière suffisante pour préserver la biodiversité animale et végétale. Ce renversement d'une situation d'exclusion à une situation d'inclusion n'est pas aisé à construire.

Troisièmement, les anthropologues nous l'ont appris, l'idée de patrimoine ne peut s'inscrire que dans une relation de don, la seule à appréhender, dans la circulation, la question de la durée et de la transmission. Or cette relation de don suppose, on vient de le rappeler, trois actes : celui de donner, d'accepter de recevoir et de rendre. En ce sens, il y a une symétrie du rapport d'engendrement. Aujourd'hui, ce rapport est marqué par une asymétrie lorsque les générations actuelles refusent l'héritage et ignorent l'obligation de transmettre (Godard, 2003).

Mais, de nouveau, le rapprochement de la durabilité, en termes de justification de l'action des logiques du monde domestique, intègre une part d'ambiguïté dans le contexte amazonien. En effet, les travaux de Roberto Araujo, Alain Geffray, Philippe Léna et Jacky Picard démontrent, comme expliqué précédemment, que les relations sociales déséquilibrées et de domination empruntent en Amazonie au registre symbolique de justification des

relations pères-parrains-patrons / fils-filleuls-assujettis. C'est au contraire à la condition d'une rupture de ces logiques que le développement (durable) est soumis : l'inscription dans la durabilité suppose l'avancée vers la démocratie et la consolidation d'arènes sociales où des individus, hommes et femmes, apprennent et débattent publiquement (Albaladejo, Arnauld de Sartre, 2005). Ce long chemin se consolide aujourd'hui et un enjeu majeur est de comprendre la place que les femmes y prennent à l'échelle de différentes sphères (domestiques bien sûr, mais aussi institutionnelles des associations, des syndicats et des mouvements politiques).

La proposition d'Olivier Godard ne doit pas pour autant être oubliée car, précisément, un enjeu essentiel de la durabilité en Amazonie est de la comprendre en regard des logiques des familles pour lesquelles la mobilité spatiale est un mode de vie qui s'inscrit dans des contraintes sociales et économiques de l'histoire de la domination au Brésil. La question devient dès lors : l'engagement vers des pratiques plus durables est-il compatible avec les modalités de la mobilité spatiale ? Vraisemblablement non. Il suppose au contraire un changement des rapports à l'espace et de ses représentations. Le principe de durabilité suppose qu'il y ait accord sur les ressources ou les biens à transmettre. Mais comment ce principe peut-il s'organiser lorsque l'ambition première pour les familles paysannes est de transmettre un statut, celui de travailleur libre, et non nécessairement un bien, une terre, à tel point que les *assentamentos* font l'expérience du départ, après la vente du lot, d'un grand nombre de familles. Or, nous l'avons compris, sa transmission est concomitante à une forte instabilité territoriale. En fait, ces territorialités, que l'on pourrait qualifier de passagères – dans le sens où elles sont ponctuelles dans le temps et l'espace dans le cadre des itinéraires migratoires, reposent précisément sur des rapports socio-économiques fortement marqués par l'univers du don. Au contraire, les rapports à la nature et précisément à la forêt sont marqués majoritairement, dans les fronts de colonisation, par l'univers de l'échange et donc de l'utilité et de l'intérêt. L'enjeu de la durabilité sur les fronts pionniers est précisément, d'inverser le contexte d'actions et de relations. C'est-à-dire, dans le même temps, construire des rapports politiques désengagés des relations de dons personnalisés : c'est le propre de l'invention des relations démocratiques. Mais aussi, il s'agit d'inventer des relations à la nature qui s'inscrivent dans des relations de réciprocité, seules en capacité de construire des rapports de patrimonialité dans un souci de transmission et de durabilité. C'est tout l'enjeu territorial. Surtout, l'invitation est claire à investir l'éclairage des liens entre les logiques individuelles des hommes et des femmes, ceux des groupes (familiaux) d'appartenance et le contexte global d'action.

Bibliographie

- ALBALADEJO, Christophe et TULET, Christian, (1996), *Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne. La formation de nouveaux territoires*, Paris, l'Harmattan.
- ALBALADEJO, Christophe, VEIGA, Iran, (dir.) (2002), *Agricultura familiar. Pesquisa, Formação e Desenvolvimento, vol. 1, n°3*, « A Construção Local do Territórios da Agricultura Familiar (Amazonia Oriental) » e « Condições e limites da gestão concertada dos recursos naturais a nível local », Partes 2 e 3, Organização sociais e saberes locais frente à ação de desenvolvimento, Belem, UFPA, Centro Agropecuário, Núcleo de Estudos Integrados sobre Agricultura Familiar, CNRS, en co-ed. avec le Programme Environnement Vie et Société, Comité Systèmes Ecologiques et Action de l'Homme, 218 p. ISSN 1414 0810.
- ALBALADEJO, Christophe, ARNAULD de SARTRE, Xavier, (dir.) (2005), *L'Amazonie brésilienne et le développement durable. Expériences et enjeux en milieu rural*, Paris, L'Harmattan, Recherches Amériques latines, 286 p. ISBN : 2 7475 8493 3.
- ANDERSON, B. (1996), *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La découverte.
- ARAUJO, Roberto, (1993), *La cité domestique. Stratégies familiales et imaginaire social sur un front de colonisation en Amazonie brésilienne*, thèse de doctorat, Université de Paris X, Paris, 320 p
- ARAUJO, Roberto, et SCHIAVONI, G. (2002), "A Ilusão genealógica : parentesco e localidade na fronteira agrária da Amazônia" dans Albaladejo et al. : 15-40.
- ARNAULD DE SARTRE, Xavier, (2006), *Fronts pionniers d'Amazonie. Les dynamiques paysannes au Brésil*, Paris, CNRS Éd., coll. Espaces et Milieux, 223 p. ISBN : 2 271 06441 4.
- ARNAULD DE SARTRE, Xavier, GUETAT-BERNARD, Hélène (et Gutemberg Diniz Guerra), (2006), « Contrôle de la natalité des familles paysannes et stabilisation des fronts pionniers en Amazonie orientale brésilienne », *Autrepart*, IRD, nov, n°2554, pp. 21-38.
- ARNAULD DE SARTRE, Xavier et BERDOULAY, Vincent, (2005), "Le développement local dans la perspective du sujet géographique", Pau, *HEGOA*, n°25, pp. 5-14.
- BECKER, Bertha K., (1994), *Amazonia*, Sao Paulo, Ed. Atica.
- BOLTANSKI, Luc et THEVENOT, Laurent, (1991), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, Essai, 483 p. ISBN : 2 07 072254 6.
- BOURDIEU, Pierre, (1980), « La maison ou le monde renversé », *Le sens pratique*, Paris minuit, p. 441-461.
- BOURDIEU, Pierre, (2002), *Le bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*, Paris, Seuil, coll. Point, p. 266. ISBN : 2-02-052570-4.
- BRUMER A., DUGUE G. , LOURENÇO F.A., BAUDEL WANDERLEY M.N (1991) « L'agriculture familiale au Brésil », in H. Lamarche (dir.), *L'agriculture familiale : une réalité polymorphe*, Paris, L'Harmattan, 304 p : pp.159-210. ISBN : 2 7384 1171 1
- CASTEL, Robert, (1995), *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Folio, Essais, 813 p. ISBN : 2 07 040994 5.
- CASTEL, Robert, LAROCHE, Claudine, (2001), *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Essai sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Hachette Littératures, Sociologie, Pluriel, Librairie Arthème, Fayard, 209 p.

- CERTEAU (de), Michel, (1990 ; 1^{ère} éd. 1980), *L'invention du quotidien, L'Arts de faire*, Paris, Gallimard, 349 p. ISBN : 2 07 032576 8.
- COY, Martin, (1996), « Différenciation et transformation de l'espace du Nord du Mato Grosso. Contribution à un modèle dynamique des fronts pionniers en Amazonie brésilienne », dans Alabaldejo et al. : pp. 103-127.
- DESCOLA, Philippe, (2005), *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, bibliothèque des sciences humaines, 623 p. ISBN : 2-07-077263-2.
- DROULERS, Martine, (2004), *L'Amazonie, vers un développement durable*, Paris, A. Colin, coll. U., 218p. ISBN : 2 200 26537 9.
- GARCIA, Afranio Raul, Jr., (1986), « Libres et assujettis. La transition des travailleurs dépendants aux travailleurs libres dans le Nordeste du Brésil », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 65, pp. 14-40.
- GARCIA, Afranio Raul, Jr., (1989), *Libres et assujettis. Marché du travail et modes de domination au Nordeste*, Paris, Editions de la MSH, 174 p. ISBN : 2 7351 0338 2.
- GARCIA, Afranio Raul, Jr., (1989), *O Sul : caminho do roçado. Estratégias de reprodução camponesa e transformação social*, Brasília, Brasil, Ed Universidade de Brasília, 285p.
- GARCIA, Afranio Raul, Jr., (1993), « Permanences et mutations dans le Brésil agraire », n° spécial, *Etudes rurales*, juillet-déc., n° 131-132, introduction : pp. 9-18.
- HENAFF, Marcel, (2002), *Le prix de la vérité. Le don, l'argent, la philosophie*, Paris, Seuil, 545 p. ISBN : 2 02 051050 2.
- GEFFRAY, Christian, (1995), *Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne*, Paris, Karthala, 185 p. ISBN : 2 86537 630 3.
- GEFFRAY, Christian, (1996), « le modèle de l'exploitation paternaliste », in P. LENA, C. GEFFRAY et R. ARAUJO (éds.), *L'oppression paternaliste au Brésil, Lusotopie*, Paris, Karthala, pp. 153-159.
- GODARD, Olivier, (2003), « Développement durable et principe de légitimité », London/New Delhi, Sage Publications, *Informations sur les sciences sociales*, 42(3), pp. 375-402.
- GODELIER, Maurice (1996), *L'énigme du don*, Paris, Fayard, Librairie Arthème, 315 p. ISBN : 35 9693 9.
- GRANDCHAMP-FLORENTINO, Laurence, (2001), Urbanisation, stratégies familiales et multipolarité rurale-urbaine : la transamazonienne à l'ouest d'Altamira (Para, Brésil), Thèse en socio-économie du développement, EHESS, Centre de Recherches sur le Brésil Contemporain, sous la dir. d'I. Sachs, 391 p.
- GRANIE, Anne-Marie, GUETAT-BERNARD, Hélène, (éd.) (2006), *Empreintes et inventivités des femmes dans le développement rural*, Toulouse-Paris, PUM-IRD, coll. Ruralités Nord Sud, 328 p. ISBN : 2 85816 793 1.
- GUERRA, Gutemberg Armando Diniz, 2001, *O posseiro da fronteira. Campesinato et sindicalismo no Sudeste Parense*, UFPA/NEAF, 169 p. ISBN : 85 7143 020 9.
- GUETAT-BERNARD, Hélène, (2007), Habilitation à Diriger des Recherches, *Développement, mobilités spatiales, rapport de genre : une lecture des dynamiques des ruralités contemporaines (Inde du sud, Ouest Cameroun, Amazonie brésilienne)*, 384 p, Université Toulouse le Mirail, UFR Sciences Espaces Sociétés, Département Géographie et Aménagement, Institut Daniel Faucher, Laboratoire Dynamiques Rurales, UMR Ministère de la recherche/Ministère de l'agriculture.
- A.L. HALL, 1989, *Developing the Amazons : deforestation and social conflict in Brazil's Carajás programme*. Manchester : Manchester University Press, 220 p.
- HEBETTE, Jean, (2004), *Crusando Fronteira. 30 anos de estudo do campesinato na Amazonia. Vol. 1 : Migração, colonização e ilusões de desenvolvimento*, Belem, EUDFPA. ISBN : 85 247 0267 2.

LENA, Philippe, GEFFRAY, Christian, ARAUJO, Robert, (dir.), *L'oppression paternaliste au Brésil. Lusotopie*, Paris, Karthala.

MARIE, Alain, (1997), « Du sujet communautaire au sujet individuel. Une lecture anthropologique de la réalité africaine contemporaine », dans MARIE, Alain (ed), VUARIN R., LEIMDORFER F., WERNER J.F., GERARD E., TIÉKOURA O., 1997, *L'Afrique des individus. Itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine* (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey), Paris, Karthala, 436 p.
pp. 53-110.

de Souza MARTINS, José, (1996), *Fronteira : a destruição do outro no confim da fronteira*, São Paulo, Hucitec, 213 p.

MEILLASSOUX, Claude, (1975), *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, F. Maspéro, 251 p. ISBN : 2 7071 0781 6.

MELLO N.A. de, THERY, Hervé, (2003), « L'Etat brésilien et l'environnement en Amazonie : évolutions, contradictions et conflits », *L'Espace géographique*, n°1, pp. 3-20.

MENDRAS, Henry, (2000), « L'invention de la paysannerie. Un moment de l'histoire de la sociologie française d'après-guerre », *Revue française de sociologie*, Vol. 41-3, pp. 539-552.

PETIT, Pere (2003), *Chao de promessas. Elites políticas e transformações econômicas no Estado do Para pos 1964*, Belem, Paka-Tatu, 350 p. ISBN : 85 87945 18 1.

PETRAS, J., VELTMEYER, H. (2003), « Whither Lula's Brazil ? Neoliberalism and "Third Way" Ideology », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 31, n°1, oct., pp. 1-44. ISSN : 0306 6150.

PICARD, Jacky, (1998), *Amazonie brésilienne : les marchands de rêves. Occupation des terres, rapports sociaux et développement*, Paris, Harmattan, 155 p.

PICARD, Jacky, (2005), « construction du territoire, développement durable et démocratie sur les fronts pionniers amazoniens » in Albaladejo et al, pp. 69-93.

POULAIN, E., (1998), « Les usages de la monnaie : donner, contribuer, échanger... », in SERVET, J.M. , MAUCOURANT J., TIRAN A. (1998), *La modernité de Karl Polanyi*, Paris, l'Harmattan, 419 p. : pp. 273-297 : 278.

RICOEUR, Paul, (2004), *Parcours de la reconnaissance*, Paris, Folio, Essais, 431 p. ISBN : 2 07 030032 3

SIMOES, Aquiles, (2007), *Action publique et action collective : processus d'innovation et d'apprentissage social en Amazonie brésilienne*, Université Toulouse le Mirail, Etudes Rurales, dir. J.F. Baré.

SORJ, Bernardo, 1986, *Estado e classes sociais na agricultura brasileira*, Rio de Janeiro, ed. Guanabara.

WEBER, Max, (1921 ; rééd. 1997), *Economie et société*, Paris, Plon ; Traduction de 1956, *Wirtschaft une Gesellschaft*, Tübingen, Mohr, et de 1967, *Rechtssoziologie*, Neuwied and Rheim, Luchterland.